

Acte rendu exécutoire après :

- **transmission en Préfecture le :** /
- **publication le :** 04 JUIL. 2025

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	Début : 14h00 / Fin : 15h05
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	06/06/2025
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	06/06/2025
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Jean-Laurent KISTLER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	8	Bertrand BURGER – Franck FAVRE – Éric STRAUMANN – Gérard HUG – Christelle LEHRY – Jean-Laurent KISTLER – Marie-Astrid VÉRON – Hervé KRIEGER
Procurations	4	Franck FAVRE, procuration de Céline KERN-BORNI Bertrand BURGER, procuration de Myriam PARIS Éric STRAUMANN, procuration de Lucien MULLER Jean-Laurent KISTLER, procuration de Yann QUIQUANDON
Absents non représentés	4	Claude BRENDER – Odile UHLRICH-MALLET – Christian ZIMMERMANN – Lionel ROUILLON

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION, L'EXPLOITATION,
L'AMENAGEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DU DOMAINE INDUSTRIAL-
PORTUAIRE DU PORT RHENAN DE COLMAR / NEUF-BRISACH**

INTERESSEMENT SMO / SEMOP

À l'occasion de ce point, le Président fait état des informations et discussions engagées avec la SEMOP au sujet de l'intéressement dû au titre des exercices 2021 à 2024 (Article 51 - Redevance exceptionnelle - Annexe 16 du Contrat de Délégation de Service Public – DSP).

À ce titre, il rappelle qu'une réunion avec la SEMOP s'est tenue le 31 janvier 2025 afin de rechercher un accord sur les conditions d'application de la clause d'intéressement du contrat de DSP.

Il présente les éléments pour lesquels l'avis favorable des membres du Bureau a été requis lors de sa réunion du 10 mars 2025, notamment sur les termes de la négociation engagée avec la SEMOP, à savoir :

- La détermination du montant de l'intéressement établi par le Syndicat à 1 047 053 € eu égard aux comptes définitifs validés par le Conseil d'Administration de la SEMOP et la clause d'intéressement au contrat de DSP ;
- Le paiement d'un acompte sur l'exercice 2025 (titré à 250 000 € par le Syndicat) ;
- Un échelonnement du solde dû sur 3 à 4 ans ;
- L'engagement de la SEMOP à revoir avec le Syndicat le plan d'affaires eu égard aux aléas constatés dans l'exécution de la DSP ;
- L'étude sur la légalité d'un prolongement possible de la durée de la DSP en corrélation avec la durée d'amortissement des investissements EcoRhena reportés en raison du recours contentieux toujours en cours.

Aussi, par courrier du 21 mars 2025, la Direction Générale de la SEMOP a confirmé au Syndicat sa proposition au motif de l'impossibilité d'exécuter dans des conditions normales le contrat de DSP signé le 1^{er} avril 2021, eu égard aux reports successifs des investissements prévus sur EcoRhena.

Par courrier du 05 mai 2025, en réponse à la Direction Générale de la SEMOP et sur le fondement du rapport d'analyse et du bilan économique et financier de la DSP établi par le Syndicat, le Président a fait valoir contradictoirement les intérêts du Concédant ainsi que les obligations au contrat de DSP en reprenant la négociation avec la SEMOP afin d'aboutir à un accord dans les meilleures conditions.

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance,

PREND ACTE des informations présentées.

Pour extrait conforme

Le Président,
Gérard HUG

